

dépôt le 05/09/19
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



193

RADIO ZINZINE
INFO

L'IRE DES CHÉNAIES

N°785 - 5 septembre 2019

L'après G7: «Il n'y a plus à s'indigner des trahisons répétées de la gauche»

Retour critique sur le non-événement du contre-sommet de Biarritz.

Par des lecteurs de rouendanslarue.net. (Ce texte dont on pourrait discuter le ton et/ou certains points d'analyses recourent d'autres prises de positions. En effet de nombreux textes circulent sur le net à propos de ce contre-sommet manifestement raté, mais malheureusement très souvent trop longs pour être publiés dans cette ch'tite feuille

d'infos. Nous vous recommandons néanmoins, si vous voulez approfondir l'analyse, les textes de lundi.am, desarmons.net, paris-luttes.info entre autres. NDLR)

Nous sommes venus au Pays Basque en essayant de ne pas nous raconter d'histoires. Nous avons d'abord, à notre arrivée, été frappés par l'étrange atmosphère de normalité qui régnait sur Hendaye, alors que Biarritz et Bayonne étaient totalement militarisées, que se déployait partout ailleurs une forteresse sécuritaire écrasante. Nul état de siège -ni policier, ni contestataire-, nous errions dans l'hostilité générale d'une de ces détestables stations balnéaires, nous ne rencontrions partout que la déchéance des touristes. Le fait d'avoir passé tant d'heures à emprunter de petites routes inconnues pour éviter les contrôles, toutes les précautions prises pour déjouer le démentiel quadrillage policier du territoire, apparut soudain quelque peu surréaliste.

« Qu'est ce qu'on fout là ? »

Nos discussions laissaient entendre que chacun finissait par se demander au juste «ce qu'on foutait là». Tout au plus, quelques points de contrôle aux entrées de la ville, la présence discrète de quelques voitures de BAC -que seul un œil aux aguets pouvait percevoir-, et quelques tags appelant à perturber la cérémonie mortelle des seigneurs de ce monde, nous permettait de soupçonner qu'il pouvait bien «se passer quelque chose». Et de fait, on peut aussi bien dire qu'il ne se passa rien, que ce contre-sommet fut à tous égards un non-événement au regard de la poussée insurrectionnelle qu'ont incarné les gilets jaunes depuis leur surgissement. Il faudra attendre l'intervention salutaire de la manifestation féministe en mixité choisie du jeudi soir, appelant à la nécessité d'abolir le patriarcat et tous les types d'exploitation des êtres vivants, pour que soit, pour un instant, subverti l'ordre de la ville.

Un rituel disciplinaire et fastidieux

Le moins que l'on puisse dire c'est que tout se passa, tout au long de la semaine et du week-end, comme si les gilets jaunes n'avaient pas eu lieu. Comme s'il s'agissait, pour des organisations de gauche que le mouvement des gilets jaunes a destituées, d'une tentative désespérée pour conjurer leur propre anéantissement. Comme si au moment où ils n'étaient déjà plus rien, où leurs vieilles manières étaient déjà finies, ils nous offraient -en un dernier spasme- une ultime représentation de leur théâtre de l'impuissance. Une pièce qui s'achève en queue de poisson par une collaboration inouïe avec les forces répressives de l'État et par l'annulation pure et simple des actions prévues pour le dimanche. La tragi-comédie grotesque, dont la plateforme «G7 EZ!» nous a offert le triste spectacle, aura au moins rendu évident qu'il n'y a rien à attendre du cadavre de la gauche, de ces grumeaux de malheur de gauchistes alternativistes, avec qui il convient donc de faire sécession. Leurs «manifestations» et «actions citoyennes» prennent -comme ce fut le cas à Hendaye- de plus en plus visiblement et grossièrement le tour d'une opération de neutralisation de toute conflictualité politique réelle qui ne se réduise pas à de la pure com', d'un petit rituel disciplinaire fastidieux offert en divertissement aux petits bourgeois indignés et aux agents de comptage et autres cadres des préfectures.

On voyait bien que toute cette pitoyable petite militance ne faisait que manœuvrer, avec un petit fanatisme spécial, pour nous raccommoier avec la «démocratie», pour enfermer l'événement dans sa représentation médiatique. Pour

conjurer jusqu'à la possibilité même d'un authentique assaut donné au G7 par de petites satisfactions toutes symboliques, fabriquées à peu de frais, qu'ils s'employaient à célébrer fallacieusement comme des victoires. Comme si, comme s'en réjouissent les porte-parole de la plateforme, ce contre-sommet pouvait être qualifié de «réussite» parce que quelques milliers de personnes y ont «participé», quand tout le monde ne faisait ici que mimer honteusement un folklore contestataire. Que jouer à un petit jeu pathétique. Que peut-on dire de ce contre-sommet et en définitive, de cette université d'été de la gauche, sinon que ça n'était même plus si gros, même plus si massif -comme ceux là s'en enorgueillissent si souvent- mais toujours aussi plein de vide... Sinon qu'il nous enseigne une nouvelle fois comment les triomphes des démocrates de gauche sont les défaites du mouvement révolutionnaire? On aura donc vu l'autonomie basque mourir deux fois, une fois par la répression, une deuxième par son intégration démocratique.

On voyait bien, dans le moindre de leurs gestes, qu'en dépit de leurs postures de justes, les militants de la plateforme, ces grands prêtres de gauche, ces bâtisseurs de «mouvements citoyens», ne s'adressaient ni ne se confrontaient au pouvoir mais bien plutôt -dans leur obsession du «consensus d'action» et du «tous ensemble» obligatoire- à ceux qu'ils sentaient derrière eux, au milieu d'eux, invisibles, imprévisibles, potentiellement déviants, à ces «porteurs de peste», qui pourraient faire irruption et nuire à la «belle image» («de marque») du mouvement...

Il n'y a plus à s'indigner des trahisons répétées de la gauche

A Hendaye, le dispositif policier n'était même plus nécessaire: les petites mains aux sourires niais de la plateforme suffisaient très bien à faire régner l'ordre. Il fallait voir, au départ de la manifestation, les militants d'Alternatiba fouillaient avec zèle chaque «cachette» potentielle pour y dénicher du matériel défensif et/ou offensif que quelques «incontrôlés» en rupture avec le consensus d'action auraient pu dissimuler... Il fallait les voir s'opposer de leurs corps à la potentielle destruction, par un ennemi quelconque, des vitrines des banques... Oubliez le virilisme classique du service d'ordre aux gros bras. Ici, une commission «médiation» de citoyens -entendez: de militants de la plateforme- était chargée d'assurer la «sérénité» de tous. Arborant un brassard vert, on pouvait voir quel «environnement», en définitive, ces fiers écolos' se sentent la responsabilité morale de défendre: celui de la métropole marchande et policière, celui du tourisme de masse, celui du désert urbain, mais sûrement pas les mondes sauvages que ravagent un peu plus chaque jour les feux de politiques économiques prédatrices. Leur vague psalmodie d'une rhétorique anticapitaliste verte aura du mal à cacher qu'ils sont, dès lors qu'une situation vient briser le consensus social, les premiers défenseurs de la société. Mais leur reprocher cela serait leur reprocher d'être ce qu'ils sont. Il n'y a pas à s'indigner des trahisons répétées de la gauche, il y a à s'organiser pour rendre sa mort inéluctable: nous ne pouvons pas laisser l'espace à la gauche gestionnaire de se recomposer sur le dos de nos luttes.

**fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7 -Manosque 105.6-Sisteron 103-
Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aixen
Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+
Zinzine- site oueb: <www.radiozinzine.org>**

Bilan du G7 par le collectif antirep

Pas loin de 160 interpellations ont eu lieu durant ces quelques jours de contre-sommet. Une centaine de gardes à vue*, traitées dans les comicos de Bayonne et de Hendaye; la dernière a été levée vers 19h30 lundi 26. Plus d'une vingtaine ont reçu des convocations pour des procès ultérieurs, programmés pour septembre ou octobre prochains. Le collectif anti-répression (la legal team) a suivi de près une centaine de cas et a reçu environ 800 appels.

Plus grave, lundi on a appris la mise sous écrou d'une 5e personne. Dans les mêmes conditions qu'un autre camarade samedi: sur simple décision du procureur, sans procès et sans possibilité de faire appel. Alors que plus tôt, trois camarades allemands ont été mis au trou de manière scandaleuse. A noter aussi plusieurs interdictions administratives de territoires pour des militants venant du pays basque Sud ou d'autres pays de l'UE, comme le camarade allemand refoulé par deux fois de ce lieu de lutte sur la seule foi de notes de renseignement. Le collectif anti-répression mobilisé pendant ce contre-sommet déplore enfin de nombreuses entraves hallucinantes aux droits de la défense que nous détaillerons plus loin.

Fait presque humiliant pour les hauts gradés du binôme police-justice, aucun procès n'a eu lieu lundi au TGI de Bayonne! Aucun élément n'a donc été jugé assez déterminant pour envoyer des manifestant-e-s dans le grand spectacle de la justice de classe, la comparution immédiate. Avant le sommet, il faut rappeler que les autorités avaient communiqué à fond sur un arsenal de répression hors du commun: forces de police estimées à 13.000 dans tout le périmètre, un centre de rétention vidé et converti en lieu d'interrogatoires, des flics OPJ venus de toute la France en «renfort» pour assurer les auditions, trois salles du palais de Justice de Bayonne réquisitionnées pour juger H24 les prévenu-e-s en comparution, et enfin une escouade de commis d'office embrigadés par le bâtonnier de Bayonne à qui on avait promis au moins 300 Gardes A Vue (GAV) par jour pour arrondir les fins de mois... Une indic infiltrée a même été débusquée sur le campement d'Urrugne -précisons, pour faire taire de sales rumeurs, que cette personne n'a jamais été, de près ou de loin, en relation avec notre collectif- alors que des témoins racontent avoir été approchés pour servir de mouchard à leur sortie de garde à vue... Grands moyens, pauvre bilan. La préfecture a même surestimé la mobilisation de la manif du samedi 24 à Hendaye, en matraquant le chiffre de 9.000 (15.000 pour les «orgas»), de loin exagérée, comme pour justifier le dispositif sécuritaire déployé.

Bilan chiffré plus précis:

Les interpellations ont quasiment toutes été préventives, suite à des fouilles de sac ou de voitures, pour des motifs fallacieux, avec ou pas d'éléments matériels (groupement en vue de..., attroupement malgré sommation, ports d'armes divers, quelques outrages...), malgré les engagements des autorités à n'arrêter personne de manière préventive;

Les GAV ont été quasiment toutes prolongées de 24h. En sachant que la plupart des arrestations ont eu lieu à partir de vendredi, cette astuce de procédure revient à interdire aux gens de manifester, puisque leur sortie n'était pas possible avant dimanche soir ou lundi;

La grande majorité des GAV s'est soldée par des remises en liberté simple ou avec un «rappel à la loi» (qui signifie

un abandon des poursuites mais qui implique une inscription dans un fichier policier, dont la trace peut ressurgir lors de la moindre prochaine infraction);

Le collectif a eu connaissance de 23 convocations pour des procès ultérieurs, à Dax ou à Bayonne, dans les semaines qui viennent (9, 20, 25 septembre, 1er, 11 octobre et 3 décembre).

Six personnes à notre connaissance ont été emprisonnées:

les trois qui venaient d'Allemagne, qui n'ont pas pu être défendues par les avocat-e-s du collectif que leurs familles avaient pourtant désigné-e-s et pour lesquels les garanties de représentation que nous avons collectées n'ont pas été présentées par les commis d'office devant le tribunal;

les deux personnes contraintes de purger une ancienne peine sans pouvoir faire appel;

et enfin une autre qui est restée en détention provisoire de jeudi à lundi en attente de sa comparution à Dax — elle est sortie de détention lundi 26, placée sous contrôle judiciaire avec un camarade arrêté le même jour, jusqu'à leur procès le 9 septembre.

Le collectif va suivre ces dossiers avec ses avocat-e-s, faire marcher la solidarité avec les prisonniers et organiser avec les prévenu-e-s une défense collective. Pour la seule journée du 20 septembre, il y aura 12 procès à Bayonne et notre collectif appelle à lancer partout des actions de solidarité et de soutien pour alimenter la caisse collective (lien à faire circuler ici: bit.ly/antirepG7). Le groupe légal a également reçu de nombreux témoignages de la brutalité des flics (violences ou humiliations subies dans les commissariats, dans et aux abords des cortèges ou des lieux de vie) et accompagnera les victimes qui souhaitent riposter à ces agressions.

Dans l'ensemble, toute personne qui osait traîner dans le «périmètre de protection» du sommet était susceptible de subir une privation de liberté, après des contrôles routiers, des contrôles et des fouilles, lors d'arrestations parfois brutales autour du campement de Urrugne, en marge des quelques rassemblements non déclarés qui ont émaillé la semaine, ou encore à Bayonne, dimanche, ou à la gare de Hendaye lundi, lors de provocations policières ou de faux prétextes destinés à faire encore plus de chiffre...

Pendant les gardes à vue et les interpellations, plusieurs cas affligeants ont été constatés par notre collectif sur la gestion de l'ordre de ces quelques jours de contre-sommet. Liste non exhaustive:

Un OPJ propose à un gendarme mobile de prêter serment afin qu'il serve d'interprète pour les auditions de ressortissants espagnols. Erreur de débutant: ce mélange des genres est bien entendu hors procédure, et tous les actes établis dans ces conditions peuvent être annulés.

Certains PV d'interpellations étaient rédigés de telle manière que les prévenus n'avaient aucun moyen de connaître la raison exacte de leur privation de liberté; dans la case «motif», des flics zélés ont rempli des codes dits «NATINF» (nature de l'infraction), sans jamais traduire le code en langage naturel (ça doit être ça la «police algorithmique»). Ne pas savoir pourquoi on vous arrête c'est le premier degré du procès inéquitable.

Les locaux du CRA de Hendaye, aménagés pour gérer en masse les gardes à vue, n'ont pas été aménagés dans les règles. Les pièces où s'entretenaient avocat.e.s et prévenu.e.s ne fermaient pas, ce qui remet en question la confidentialité des échanges; tout acte établi dans ces conditions devrait, en théorie, être annulé.

En garde à vue chacun-e est en droit de choisir son avocat, ou de ne pas en choisir; cet-te avocat-e peut se faire substituer à tout moment par un-e autre, sans que ni le bâtonnier du lieu, ni le procureur ne puisse imposer des commis d'office. Or durant quatre jours, sur ordre du proc, les OPJ ont multiplié les prétextes débiles pour imposer l'un-e des quelques 70 avocat-e-s recruté-e-s à la dernière minute par le bâtonnier au titre de la commission d'office.

Dès que les personnes désignaient les avocat.e.s du collectif, les flics faisaient croire à une indisponibilité imaginaire, et qu'en cas d'insistance personne ne serait défendu-e. La legal team a obtenu de nombreux témoignages précis de ces entraves délibérées;

Le bâtonnier Teddy Vermote, qui se fait mousser dans la presse comme chevalier blanc des personnes interpellées, a joué dans ce cirque un rôle déterminant, prenant ses consignes en ligne directe avec le procureur de Bayonne et même, au dessus, avec le parquet général de Pau.

Le collectif antirep ne va pas s'appesantir sur le fond à propos de ces entraves de procédures. C'est toutefois le signe qu'un travail collectif, construit de manière autonome pour mettre en échec la machine d'oppression d'État, a plus que jamais du sens. Le collectif antirep du contre-sommet s'est en effet constitué de manière autonome aux organisations regroupées dans les plateformes G7EZ et Alternative G7. Avec comme principal objectif de s'organiser pour ne laisser personne isolé-e face aux flics, aux juges et aux matons. Nous nous sommes entendus avec un groupe d'avocat.e.s sur un ensemble de principes politiques tels que: ne pas collaborer avec les flics en gardant le silence durant la garde à vue et les auditions, ne pas alimenter le travail de la police en refusant fichiers d'empreintes et d'ADN comme l'accès à nos téléphones privés, ne pas balancer ou se dissocier d'autres interpellé-e-s selon leurs modes de lutte, et face à la justice de classe faire jouer la solidarité en lançant des caisses de défense collective. Ce sont ces principes que redoutent nos ennemi-e-s. La rage enchante nos rêves, la solidarité est notre arme. Sachons nous en saisir à tout moment.

Le collectif anti-répression du contre-sommet du G7
v/ Grand merci aux équipes des cantines autonomes du contre-sommet pour leur soutien à la caisse de défense collective

* Les chiffres officiels finalement communiqués le 27/8 parlent de 168 interpellations, 119 gardes à vue et 53 personnes poursuivies qui devraient être jugées avant la fin de l'année.

Facebook censure-t-il les médias indépendants?

L'audience de Nantes Révoltée et d'autres médias, anéantie brutalement sur Facebook

Depuis maintenant 7 années, Nantes Révoltée contribue, sur internet, à construire un autre récit, une autre parole dans le paysage médiatique. Nous sommes un média local et autonome, créé en 2012 pendant la campagne présidentielle. Depuis, nous couvrons inlassablement les manifestations, les occupations, les révoltes, de la ZAD aux ronds-points, des rues de Nantes aux Champs-Élysées. Nous documentons les violences policières, et donnons la parole à celles et ceux qu'on n'entend pas. Ces derniers mois, Nantes Révoltée a été au cœur de la révolte des Gilets Jaunes, en proposant un récit de l'intérieur du mouvement. La page a aussi été très suivie après la disparition de Steve, elle a révélé des vidéos déterminantes sur les agissements de la police à Nantes. Sur Facebook, la page compte près de 110.000 abonnés, et touche en moyenne entre 1 et 2 millions de personnes par semaine. On y trouve des milliers d'articles, vidéos, montages et photos originales.

Mais depuis jeudi 29 août, la page facebook est devenue invisible. L'audience du média a été, subitement, divisée par 1000, sans explication.

Une censure qui ne dit pas son nom

Nantes Révoltée n'est pas seule: il semble que cette invisibilisation touche d'autres pages facebook de médias indépendants: Lille Insurgée, ou Cerveaux non Disponibles, entre autres.¹

C'est une censure qui ne dit pas son nom, une manœuvre ambivalente et sournoise. La page n'est pas supprimée, il ne s'agit donc pas d'une véritable censure. Elle est «déréférencée»: elle n'apparaît plus sur les comptes de ses abonnés. C'est comme couper l'électricité d'un concert mais dire au chanteur qu'il peut continuer sans micro: il ne sera plus entendu que par le premier rang. Le concert ne sera pas pour autant interdit. La sournoiserie est la marque du régime en place.

Pourquoi?

Nantes Révoltée a été plusieurs fois la cible de menaces. Des «raids» de forces de l'ordre, ou de fascistes, signalant massivement la page. Une plainte de la procureur de Nantes en 2015 pour avoir dénoncé l'impunité policière. Des propos diffamatoires à notre encontre dans certains médias aux ordres. Et même, pendant les Gilets Jaunes, la rumeur d'une dissolution par le ministère de l'intérieur. Mais jamais la page n'avait été invisibilisée de la sorte.

Alors, pourquoi aujourd'hui? Est-ce une vengeance après la découverte d'une policière infiltrée au sommet du G7? Ou pour notre travail sur la disparition de Steve? Impossible d'affirmer quoi que ce soit.

Une chose est sûre: les grands médias ont prouvé leur servilité sans limite ces derniers mois, en relayant sans nuance tous les éléments de langage du pouvoir. Les réseaux sociaux se sont imposés comme un outil déterminant dans les luttes en cours. Ils ont permis de faire exister la question des violences policières. Sans eux, les médias classiques auraient tout passé à la trappe. Il n'y aurait ni affaire Benalla, ni vrais récits de manif, ni images de la répression. C'est dans ce contexte de disparition des contre-pouvoirs que Facebook tente de faire taire les plateformes

Radio Zinzine Info

F - 04300 Limans

Tél: +04 92 73 10 56

Fax: +04 92 73 16 15

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0224G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflot

Édité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

20 € pour 6 mois

38 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

qui donnent d'autres informations. Pour asphyxier les rares contre-discours qui restent.

Facebook en France

En France, Facebook est dirigé par un certain Laurent Solly. C'est un cadre de droite dure, proche de Nicolas Sarkozy, qui a été plusieurs fois préfet avant d'entrer dans le groupe Bouygues et de rejoindre TF1 où il est numéro 2. Chargé de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007, il avait déclaré: «La réalité n'a aucune importance, il n'y a que la perception qui compte».

En mai dernier, le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, et le président, Emmanuel Macron, se rencontreraient à l'Élysée pour discuter «des moyens de lutter contre les contenus haineux sur Internet». Autrement dit, le chef de l'État demandait plus grande marge de manœuvre pour réprimer l'usage contestataire du réseau social. Peu après, Facebook s'engageait à délivrer systématiquement les adresses IP lorsque la justice française le lui demanderait: un sort qui était jusqu'alors réservé aux affaires de pédopornographie ou de terrorisme. Quelques jours plus tôt, on apprenait que l'Assemblée nationale achevait l'examen d'une nouvelle proposition de loi «visant à lutter contre la haine sur internet».

Que faire?

Il s'agit manifestement d'une nouvelle offensive d'un pouvoir en difficulté contre tout ce qui pourrait s'opposer à lui. En ce qui concerne l'invisibilisation de notre page facebook, des solutions existent. Nous publions depuis deux ans une revue sur papier, pour s'émanciper des grands groupes numériques. Elle est trouvable dans toutes les bonnes librairies et bars nantais. Nous sommes aussi présents sur Twitter, Youtube et Instagram. Pour l'instant, ces réseaux ne sont pas touchés. Sur facebook, vous pouvez aussi cliquer sur «voir en premier» en vous abonnant à la page, ce qui permettra de contourner la censure, en recevant quoi qu'il arrive nos publications.

Alors que les médias classiques n'ont jamais été autant à la botte du pouvoir, et que les plateaux télé ne sont plus composés que de chroniqueurs allant de la droite extrême à l'extrême droite, quand ils ne sont pas directement issus de la police, la seule bulle d'oxygène que constitue encore les réseaux sociaux est ciblée par le régime de Macron. Développons nos propres médias!

1. Il semblerait que cette invisibilisation touche effectivement différents médias libres, spécialement dans le cadre du G7 de Biarritz et du contre-sommet organisé à cette occasion. (NDLR)

Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes...

A vos postes!



You won't find us on
Facebook